



Rapport
financier
semestriel
au 30 juin 2010



Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital social de 1 298 256 365 euros
Siège social : 189-193, boulevard Malesherbes
75017 Paris
479 973 513 R.C.S. Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2010

I. Rapport d'activité	page 2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	page 22
III. Rapport des commissaires aux comptes	page 52
IV. Personne responsable du rapport financier semestriel. ...	page 55

I. Rapport d'activité

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite à la centaine de milliers d'euros la plus proche. Par conséquent, les chiffres et pourcentages peuvent être différents des chiffres et pourcentages calculés à partir des chiffres présentés et les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et nombre d'agences. Il organise son activité autour des trois principales zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe. Les marchés dans un secteur différent de l'activité principale du Groupe et les activités pilotées par le Groupe, sont réunis et présentés dans la rubrique intitulée « Autres marchés & activités », telle que décrite ci-dessous, qui inclut également les frais de siège non alloués.

Au premier semestre 2010, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 5.744,6 millions d'euros, dont 3.365,3 millions d'euros dans la zone Europe (soit 59 % du chiffre d'affaires), 1.665,3 millions d'euros dans la zone Amérique du Nord (soit 29 % du chiffre d'affaires), 523,1 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9 % du chiffre d'affaires) et 190,9 millions d'euros pour les Autres marchés & activités (soit 3 % du chiffre d'affaires).

La zone Europe comprend la France (qui représente environ 34 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone), l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, ainsi que plusieurs autres pays d'Europe centrale et du nord (la Slovaquie, la Hongrie, la République Tchèque, la Pologne, la Russie et les pays Baltes).

La zone Amérique du Nord comprend les Etats-Unis et le Canada. Les Etats-Unis représentent environ 71 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada environ 29 %.

La zone Asie-Pacifique comprend l'Australie, la Nouvelle Zélande et la Chine, ainsi que certains pays de l'Asie du sud-est (Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande). L'Australie représente environ 63 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Nouvelle-Zélande près de 12 %.

Les Autres marchés & activités incluent ACE, la division *Agencies/Consumer Electronics* acquise dans le cadre de la transaction Hagemeyer, à partir du deuxième trimestre 2008, qui représentait environ 3 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur la période. En février 2010, le Groupe a cédé Hagemeyer Cosa Liebermann en Asie (HCL Asie), une activité non stratégique héritée du groupe Hagemeyer et opérant comme négociant de produits de luxe dans les pays asiatiques. En juin 2010, le groupe a cédé Haagtechno B.V., société spécialisée dans l'import et la distribution de produits électroniques de Panasonic aux Pays-Bas. Les Autres marchés & activités incluent aussi le Chili, qui représentait moins de 1 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur l'exercice 2010 et certaines activités commerciales pilotées par le Groupe. Les frais généraux non affectés du Groupe (principalement les frais de personnel et les loyers relatifs au siège) sont également inclus dans ce segment, de même que l'élimination des opérations intervenues entre les zones géographiques.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment Autres marchés & activités.

1.1.2 | Saisonnalité

Malgré une faible saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie avec, en règle générale, environ la moitié du flux net de trésorerie disponible généré au premier semestre, le troisième trimestre étant plus faible en raison d'une augmentation du besoin en fonds de roulement résultant de ventes élevées en septembre, et le quatrième trimestre étant plus fort.

1.1.3 | Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituaient environ 16 % du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires ;
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.4 | Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de

son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change vis-à-vis de l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du compte de résultat et du bilan. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires et les effectifs ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA.

Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus. Elles font l'objet de diligences des commissaires aux comptes réalisées en application de l'article L.823-10 du Code de commerce.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA. L'EBITA n'est pas un agrégat comptable normé répondant à une définition unique et généralement acceptée. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	140,8	101,5	245,1	179,0
Effets de périmètre		0,6		1,2
Effets de change		6,4		9,8
Effet non récurrent lié au cuivre	(5,2)	(6,5)	(12,9)	(3,6)
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	7,3	4,8	12,3	9,6
EBITA Ajusté en données comparables	142,8	106,8	244,5	196,0

1.2 | Evènements importants survenus pendant l'exercice 2010

Après six trimestres consécutifs de recul du chiffre d'affaires, Rexel a renoué avec un chiffre d'affaires en croissance au 2^{ème} trimestre 2010. Le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 2,3 % au second trimestre 2010 après un repli de 5,7 % du chiffre d'affaires au premier trimestre 2010 en données comparables et à nombre de jours constant. L'évolution des ventes de l'ensemble des zones géographiques s'est améliorée de manière continue trimestre après trimestre. En Europe, la croissance des ventes a été positive tout au long du 2^{ème} trimestre tandis qu'en Amérique du Nord, l'activité a poursuivi son redressement et a enregistré une croissance positive au cours du mois de juin. La zone Asie-Pacifique a continué d'afficher une hausse soutenue de son activité.

Au premier semestre 2010, le Groupe s'est séparé d'une partie de ses activités non stratégiques en cédant des sociétés de la division ACE (Agencies/Consumer Electronics), héritée du rachat d'Hagemeyer.

Le Groupe a cédé en février 2010 ses participations dans Hagemeyer Cosa Liebermann en Asie (HCL Asie) conformément à l'accord de cession signé avec la DKSH Holding Ltd, pour un montant de 13,7 millions de dollars (9,9 millions d'euros), dont 8,3 millions d'euros ont été encaissés à la date de cession. Cette transaction a généré une ressource nette de la trésorerie cédée de 2,7 millions d'euros.

Le Groupe a également procédé à la cession de la société Haagtechno B.V. le 30 juin 2010, conformément à l'accord de cession signé avec la société Panasonic Marketing Europe GmbH pour un montant net de la trésorerie cédée de 10,2 millions d'euros.

1.3 | Comparaison des résultats aux 30 juin 2010 et 2009

1.3.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour les premiers semestres et deuxièmes trimestres 2010 et 2009, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 047,0	2 799,1	8,9%	5 744,6	5 608,9	2,4%
Marge brute	744,6	685,2	8,7%	1 422,8	1 376,0	3,4%
Frais administratifs et commerciaux ⁽¹⁾	(596,5)	(578,9)	3,0%	(1 165,4)	(1 187,4)	(1,9)%
EBITA	148,1	106,3	39,2%	257,4	188,6	36,4%
Amortissement des actifs incorporels ⁽²⁾	(7,3)	(4,8)	52,8%	(12,3)	(9,6)	28,3%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	140,8	101,5	38,7%	245,1	179,0	36,9%
Autres produits et charges	(15,9)	(39,2)	(59,6)%	(31,1)	(77,8)	(60,1)%
Résultat opérationnel	124,9	62,3	-	214,0	101,2	-
Frais financiers	(52,8)	(37,0)	42,8%	(103,5)	(74,7)	38,5%
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	1,5	0,0	-	0,4	0,0	-
Impôt sur les bénéfices	(10,5)	(8,1)	29,0%	(18,5)	(8,5)	-
Résultat net	63,1	17,2	-	92,4	18,0	-
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,1%	0,6%		1,6%	0,3%	
⁽¹⁾ Dont amortissements	(19,0)	(20,9)	(9,1)%	(38,0)	(41,8)	(9,0)%
⁽²⁾ Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.						

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 047,0	2 954,0	3,2%	5 744,6	5 813,9	(1,2)%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			2,3%			(1,6)%
Marge brute	739,6	714,0	3,6%	1 409,1	1 420,5	(0,8)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	24,3%	24,2%		24,5%	24,4%	
Frais administratifs et commerciaux	(596,9)	(607,2)	(1,7)%	(1 164,6)	(1 224,6)	(4,9)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(19,6)%	(20,6)%		(20,3)%	(21,1)%	
EBITA	142,8	106,8	33,7%	244,5	196,0	24,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,7%	3,6%		4,3%	3,4%	

Chiffre d'affaires

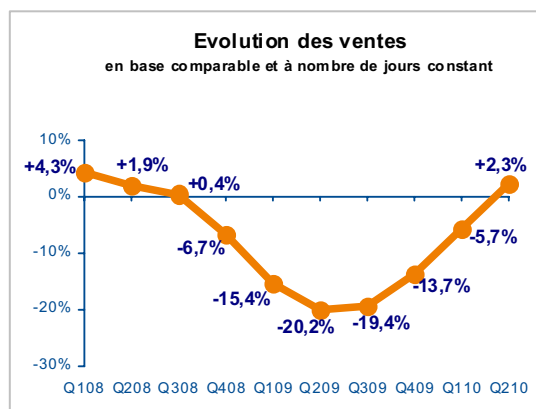
Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel a affiché une croissance de 2,4 % pour s'établir à 5.744,6 millions d'euros. Les acquisitions, nettes de cessions, ont représenté une diminution du chiffre d'affaires de 30,0 millions d'euros, essentiellement liée à la vente de HCL, tandis que l'effet des variations de taux de change était positif, à hauteur de 235,0 millions d'euros, du fait de l'appréciation du dollar australien et du dollar canadien par rapport à l'euro.

Le tableau ci-dessous analyse l'évolution de la croissance du chiffre d'affaires entre les premiers semestres et les premier et deuxième trimestres 2010 et 2009 en données réelles et en données comparables à nombre de jours constant :

	Croissance 2010 vs. 2009		
	T1	T2	S1
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	(5,7)%	2,3%	(1,6)%
Effet du nombre de jours	0,0%	0,9%	0,4%
<i>Croissance organique</i>	(a) (5,7)%	3,2%	(1,2)%
Effets de périmètre	(0,3)%	(0,8)%	(0,5)%
Effets de change	2,0%	6,3%	4,2%
<i>Total des effets périmètre et change</i>	(b) 1,8%	5,5%	3,7%
Croissance réelle (a) + (b) ⁽¹⁾	(4,0)%	8,9%	2,4%

⁽¹⁾ Croissance organique composée avec les effets de périmètre et de change

Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires s'est replié de 1,6 % en données comparables et à nombre de jours constant, et de 4,8 % à prix du cuivre constant. L'effet de la hausse des prix des câbles à base de cuivre par rapport à l'exercice 2009 est estimé à 3,2 points de pourcentage. L'effet négatif des fermetures d'agences (114 agences fermées sur les 12 derniers mois dont 13 durant le 2^{ème} trimestre 2010) est estimé à 1,2 point de pourcentage dans la baisse du chiffre d'affaires du premier semestre 2010. Au second trimestre 2010, le chiffre d'affaires a affiché une croissance de 2,3 % en données comparables et à nombre de jours constant, positive pour la première fois après six trimestres consécutifs de recul du chiffre d'affaires. La rationalisation du réseau commercial a représenté un impact négatif de 0,7 points alors que la hausse du prix des câbles à base de cuivre a eu un effet positif de 3,3 points. Une amélioration de l'évolution des ventes a été enregistrée dans l'ensemble des zones géographiques malgré de faibles volumes, à l'exception de la zone Asie-Pacifique dont les volumes ont cru.



Marge brute

Au premier semestre 2010, la marge brute s'est établie à 1.422,8 millions d'euros, en hausse de 3,4 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est légèrement amélioré de 10 points de base, passant de 24,4 % du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2009 à 24,5 % au cours de l'exercice 2010. Cette résilience traduit des effets favorables de répartition des ventes par canal de distribution (baisse de la part des ventes directes dans le chiffre d'affaires du Groupe), une attention particulière portée sur la marge et sur les synergies d'achats dégagées avec Hagemeyer. Au deuxième trimestre 2010, le taux de marge brute s'est amélioré de 10 points de base en données comparables ajustées, de 24,2 % à 24,3 %.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2010, les frais administratifs et commerciaux ont été réduits de 4,9 % entre 2009 et 2010 en données comparables ajustées par rapport à une baisse de 1,2 % du chiffre d'affaires. Les charges de personnel ont été réduites de 4,6 % en données comparables ajustées grâce aux mesures

d'ajustement des effectifs initiées en 2009 pour faire face à un environnement économique difficile. Au 30 juin 2010, les effectifs du Groupe s'élevaient à 27.840 personnes, en diminution de 6,8 % par rapport au 30 juin 2009, en données comparables. Les coûts de loyer et de maintenance ont également diminué en raison des fermetures d'agences (fermeture de 114 agences) et des renégociations de loyer réalisées en 2009. Il en est de même pour les coûts de transport en raison de la baisse du chiffre d'affaires. Les pertes sur créances douteuses et le coût de l'assurance crédit ont augmenté de 13,0 % par rapport au premier semestre 2009 et restent cependant stables à 0,5 % du chiffre d'affaires.

EBITA

L'EBITA a atteint 257,4 millions d'euros au premier semestre 2010, en augmentation de 36,4 % par rapport au premier semestre 2009 en données publiées. En données comparables ajustées, l'EBITA ajusté a augmenté de 24,8 % et la marge d'EBITA ajusté s'est améliorée de 90 points de base, passant de 3,4 % au cours de l'exercice 2009 à 4,3 % au cours de l'exercice 2010. L'amélioration du taux de marge brute et les effets des actions de réduction de coûts administratifs et commerciaux ont plus que compensé l'impact du recul des ventes. Au deuxième trimestre 2010, l'EBITA ajusté a augmenté de 33,7 % et la marge sur EBITA ajustée s'est améliorée de 110 points de base, passant de 3,6 % à 4,7 % en données comparables ajustées.

Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2010, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 31,1 millions d'euros, intégrant 29,5 millions d'euros de coûts de restructuration relatifs à la poursuite des plans de restructuration mis en place en 2009 en vue d'adapter la structure du groupe à la conjoncture actuelle (ces coûts résultent essentiellement d'actions visant à réduire la taille du réseau de distribution et à ajuster le niveau des effectifs en conséquence en Europe pour 22,6 millions d'euros et en Amérique du Nord pour 6,3 millions d'euros).

Par ailleurs, les autres charges comprennent : (i) une dépréciation du goodwill de 4,2 millions d'euros au titre de l'entité slovène, (ii) les pertes liées à la cession de HCL Asie et d'Haagtechno B.V. pour respectivement 5,9 millions et 2,7 millions d'euros.

Les autres produits incluent : (i) une indemnité de 3,6 millions d'euros à recevoir de PPR, le précédent actionnaire de Rexel, dans le cadre d'une garantie accordée à Rexel en 2005, (ii) un gain de 1,9 million d'euros lié à la diminution des engagements de retraite aux Pays-Bas, (iii) un produit de 2,4 millions d'euros lié à une reprise de provision en France et (iv) des plus-values de 2,8 millions d'euros liées principalement à la vente de bâtiments en Suède.

Résultat financier

Au premier semestre 2010, les charges financières nettes se sont établies à 103,5 millions d'euros contre 74,7 millions d'euros au premier semestre 2009, respectivement pour des taux effectifs d'intérêt de 7,1 % et 5,1 %. L'augmentation du coût du crédit entre ces deux périodes suite au refinancement du Groupe en 2009 explique en majeure partie cette hausse des charges financières.

Au deuxième trimestre 2010, le taux effectif d'intérêt ressortait à 6,8 % contre 5,1 % au deuxième trimestre 2009.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Au premier semestre 2010, la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence a représenté un profit de 0,4 million d'euros. Ce gain provient de l'investissement dans DPI, un distributeur électronique de détail aux Etats-Unis, consolidé selon la méthode de la mise en équivalence depuis 31 décembre 2009.

Impôt

Le taux effectif d'impôt était de 16,7 % au 30 juin 2010 contre 32,0 % au 30 juin 2009. Le taux effectif d'impôt est plus bas en 2010 en raison de la reconnaissance d'actifs d'impôt différés en France.

Résultat net

Le résultat net s'est élevé à 92,4 millions d'euros au premier semestre 2010 et 63,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2010, contre 18,0 millions d'euros au premier semestre 2009 et 17,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2009.

Le résultat net récurrent s'est élevé à 87,6 millions d'euros au premier semestre 2010 et à 57,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 par rapport à 70,8 millions d'euros au premier semestre 2009 et à 41,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2009.

1.3.2 | Europe (59% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 744,5	1 626,5	7,3%	3 365,3	3 272,6	2,8%
Marge brute	451,7	422,6	6,9%	883,8	852,2	3,7%
Frais administratifs et commerciaux	(343,1)	(352,4)	(2,7)%	(687,9)	(719,9)	(4,4)%
EBITA	108,6	70,2	54,8%	195,9	132,4	48,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,2%	4,3%		5,8%	4,0%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 744,5	1 657,5	5,3%	3 365,3	3 324,2	1,2%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			3,6%			0,1%
Marge brute	447,3	423,4	5,6%	873,1	858,0	1,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	25,6%	25,5%		25,9%	25,8%	
Frais administratifs et commerciaux	(343,5)	(359,0)	(4,3)%	(687,4)	(731,0)	(6,0)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(19,7)%	(21,7)%		(20,4)%	(22,0)%	
EBITA	103,8	64,4	61,1%	185,6	127,0	46,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,9%	3,9%		5,5%	3,8%	

Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires en Europe a enregistré une croissance de 2,8 % par rapport au premier semestre 2009 pour s'établir à 3.365,3 millions d'euros. Les acquisitions nettes des cessions ont représenté une diminution de 3,2 millions d'euros, liée à la cession du réseau de distribution en Hongrie en 2009. L'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 54,9 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation de la couronne suédoise, de la couronne norvégienne et de la livre sterling par rapport à l'euro. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 0,1 % au premier semestre 2010, bénéficiant de l'augmentation des prix des câbles à base de cuivre comparé à 2009. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,6 % en données comparables et à nombre de jours constant.

En France, le chiffre d'affaires s'est établi à 1.152,7 millions d'euros au premier semestre 2010, en hausse de 0,8 % en données comparables et à nombre de jours constant. Les secteurs tertiaire et industriel ont contribué à la croissance des ventes tandis que le marché résidentiel est resté faible. Rexel a pris certaines initiatives qui ont contribué à la croissance du chiffre d'affaires avec le secteur public, ainsi que sur certaines familles de produits telles que l'éclairage et le câble (soutenu par un prix du cuivre élevé). Le Groupe estime avoir eu une progression supérieure à celle du marché. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,9 % en données comparables et à nombre de jours constant.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires s'est établi à 447,8 millions d'euros au premier semestre 2010, en recul de 3,1 % en données comparables et à nombre de jours constant. L'environnement économique reste instable notamment à cause de l'annonce de nouvelles coupes budgétaires par le gouvernement. Les ventes auprès des grands installateurs ont continué à reculer tandis que celles auprès de petits et moyens installateurs ont mieux résisté. Le Groupe estime avoir eu une progression supérieure à celle du marché. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a été en repli de 2,0 % en données comparables et à nombre de jours constant.

En Allemagne, le chiffre d'affaires s'est établi à 443,0 millions d'euros au premier semestre 2010, en hausse de 22,7 % en données comparables et à nombre de jours constant. Cette forte progression du chiffre d'affaire s'explique par l'explosion des ventes de panneaux solaires avant la baisse des subventions attendue en milieu d'année et l'augmentation des prix des câbles à base de cuivre. Le marché de la construction est resté stable à un niveau faible. L'amélioration des ventes s'est située

particulièrement dans le secteur automobile, l'industrie chimique et les autres industriels. Le Groupe estime avoir eu une performance supérieure à celle du marché. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a augmenté de 28,7 % en données comparables et à nombre de jours constant.

En Scandinavie, le chiffre d'affaires s'est établi à 392,4 millions d'euros au premier semestre 2010, soit une baisse de 1,9 % en données comparables et à nombre de jours constant. En Finlande, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,0 %, dû à la reprise de la demande du secteur public et des grandes entreprises. Le Groupe estime avoir eu une performance supérieure à celle du marché. En Suède, le chiffre d'affaires s'est contracté de 4,0 %, essentiellement du fait de la baisse dans le secteur des services publics et celui des installateurs. Cependant cette baisse a été atténuée par les projets réalisés auprès des acteurs industriels. En Norvège, le chiffre d'affaires a reculé de 2,4 % en raison d'un début d'année difficile dû aux mauvaises conditions climatiques qui ont retardé les projets du secteur public. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,4 % en données comparables et à nombre de jours constant.

Au premier semestre 2010, la marge brute s'est établie à 883,8 millions d'euros, en augmentation de 3,7 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est établi à 25,9 % au premier semestre 2010, une amélioration de 10 points de base par rapport à 25,8 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2009. De meilleures conditions d'achat, notamment grâce aux synergies réalisées avec l'intégration de Hagemeyer ont contribué à cette performance. Au deuxième trimestre 2010, le taux de marge brute s'est amélioré de 10 points de base en données comparables ajustées, de 25,5 % à 25,6 %.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont été réduits de 6,0 % à comparer à la hausse de 1,2 % du chiffre d'affaires. Afin d'adapter sa structure de coûts au niveau actuel de la demande, des mesures spécifiques de réduction des coûts prises en 2009 ont été poursuivies en 2010 dans certains pays. Les synergies attendues de l'intégration de Hagemeyer progressent conformément aux prévisions. Les frais de personnel ont diminué de 4,9 % en données comparables ajustées. Les effectifs ont été réduits de 8,7 % en données comparables par rapport au 30 juin 2009, s'établissant à 16.664 personnes au 30 juin 2010. Les charges de loyer et de maintenance des locaux ont diminué par rapport au premier semestre 2009, grâce à la rationalisation du réseau d'agences (fermeture de 62 agences) et des actifs immobiliers compensant les effets de l'inflation. Les coûts de transport ont diminué du fait de la baisse des ventes. Au deuxième trimestre 2010, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 4,3 % en données comparables ajustées par rapport à une augmentation des ventes de 5,3 %.

L'EBITA s'est établi à 195,9 millions d'euros, une augmentation de 48,0 % par rapport au premier semestre 2009. En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 46,2 %, soit une amélioration de 170 points de base du taux d'EBITA Ajusté, à 5,5 % au premier semestre 2010. Au deuxième trimestre 2010, l'EBITA a augmenté de 61,1% en données comparables ajustées et le taux d'EBITA s'est apprécié de 200 points de base à 5,9 % du chiffre d'affaires.

1.3.3 | Amérique du Nord (29% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	919,2	844,3	8,9%	1 665,3	1 730,4	(3,8)%
Marge brute	198,8	182,3	9,1%	362,7	370,4	(2,1)%
Frais administratifs et commerciaux	(171,6)	(158,4)	8,3%	(321,4)	(336,5)	(4,5)%
EBITA	27,2	23,8	14,1%	41,3	33,9	21,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>3,0%</i>	<i>2,8%</i>		<i>2,5%</i>	<i>2,0%</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	919,2	935,2	(1,7)%	1 665,3	1 807,9	(7,9)%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>(1,7)%</i>			<i>(7,3)%</i>
Marge brute	198,1	201,4	(1,6)%	359,9	389,4	(7,6)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>21,6%</i>	<i>21,5%</i>		<i>21,6%</i>	<i>21,5%</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(171,4)	(174,8)	(2,0)%	(321,0)	(348,8)	(8,0)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(18,6)%</i>	<i>(18,7)%</i>		<i>(19,3)%</i>	<i>(19,3)%</i>	
EBITA	26,7	26,6	0,4%	38,8	40,6	(4,4)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>2,9%</i>	<i>2,8%</i>		<i>2,3%</i>	<i>2,2%</i>	

Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 1.665,3 millions d'euros, en recul de 3,8 % par rapport à 2009. L'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 77,5 millions d'euros en partie du fait de l'évolution du taux de change entre l'euro et le dollar canadien. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a reculé de 7,3 % au premier semestre 2010 par rapport à 2009, malgré un prix des câbles à base de cuivre plus élevé qu'en 2009. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a diminué de 1,7% en données comparables et à nombre de jours constant. Il est à noter une croissance des ventes en juin 2010 par rapport à juin 2009.

Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires s'est établi à 1.175,1 millions d'euros au premier semestre 2010, un recul de 10,0 % en données comparables et à nombre de jours constant. L'effet des fermetures d'agences en 2009 est estimé à 3,1 points de pourcentage dans la baisse. Le marché industriel s'inscrit en amélioration constante trimestre après trimestre. Le marché de la construction résidentielle montre des signes encourageants par rapport aux trimestres précédents, comme la hausse du nombre d'appels d'offre par rapport à l'année dernière principalement dans le secteur public et des carnets de commandes en hausse. Malgré la conjoncture économique, Rexel a pris des initiatives qui ont contribué à limiter la chute du chiffre d'affaires sur des projets ciblés et des secteurs tels que les économies d'énergie, le transport, les infrastructures, l'éducation et la santé. Les ventes au réseau de détaillants se sont inscrites en hausse. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a reculé de 3,6 % en données comparables et à nombre de jours constant. Il est à noter une croissance des ventes en juin 2010 par rapport à juin 2009.

Au Canada, le chiffre d'affaires s'est établi à 490,3 millions d'euros au premier semestre 2010, en recul de 0,4 % en données comparables et à nombre de jours constant. Les marchés tertiaire et industriel ont été marqués par une reprise de l'activité en particulier au Québec et en Ontario, qui est cependant atténuée par une faible activité dans les grands projets en Alberta. Le nombre d'appels d'offres a continué à être soutenu et les carnets de commandes sont en hausse. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a renoué avec la croissance et a été en hausse de 3,1 % en données comparables et à nombre de jours constant.

Au premier semestre 2010 la marge brute a atteint 362,7 millions d'euros, soit un recul de 2,1 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, le taux de marge brute a augmenté de 10 points

de base par rapport à 2009, à 21,6 % du chiffre d'affaires au cours du premier semestre et second trimestre 2010. L'augmentation du taux de marge s'explique notamment par une plus grande proportion de ventes sur stocks par rapport aux ventes directes, un niveau de remises moins élevé et une certaine pression sur les prix, notamment sur les prix des matières premières.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 8,0 %, à comparer à un recul du chiffre d'affaires de 7,9 %. Les frais de personnel étaient en recul de 8,8 % en données comparables ajustées en raison des réductions d'effectifs continues et des mesures de travail à temps partiel initiées en 2009. Les effectifs ont été réduits de 5,2 % par rapport au 30 juin 2009, en données comparables. Ils s'établissaient ainsi à 7.534 personnes au 30 juin 2010. Les charges de loyer bénéficient de la rationalisation du réseau d'agences (fermeture de 36 agences) et des renégociations de loyer. Les coûts de transport ont également diminué en raison de la baisse du chiffre d'affaires. Au second trimestre 2010, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 2,0 % en données comparables ajustées par rapport à une baisse des ventes de 1,7 %.

L'EBITA s'est ainsi établi à 41,3 millions d'euros au premier semestre 2010, en augmentation de 21,8 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées l'EBITA a reculé de 4,4 %, et le taux d'EBITA a augmenté de 10 points de base, s'élevant à 2,3 % du chiffre d'affaires. Au deuxième trimestre 2010, l'EBITA a augmenté de 0,4 % en données comparables ajustées et le taux d'EBITA s'est relevé de 10 points de base à 2,9 % du chiffre d'affaires.

1.3.4 | Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	287,4	219,3	31,0%	523,1	399,4	31,0%
Marge brute	61,7	47,5	30,0%	114,1	89,8	27,1%
Frais administratifs et commerciaux	(45,7)	(35,4)	29,1%	(86,0)	(68,6)	25,4%
EBITA	16,0	12,1	32,8%	28,1	21,2	32,7%
en % du chiffre d'affaires	5,6%	5,5%		5,4%	5,3%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	287,4	263,0	9,3%	523,1	481,8	8,6%
Variation à nombre de jours constant			9,9%			8,7%
Marge brute	61,8	58,1	6,3%	114,0	110,5	3,2%
en % du chiffre d'affaires	21,5%	22,1%		21,8%	22,9%	
Frais administratifs et commerciaux	(45,7)	(43,4)	5,3%	(86,0)	(84,8)	1,4%
en % du chiffre d'affaires	(15,9)%	(16,5)%		(16,4)%	(17,6)%	
EBITA	16,1	14,7	9,3%	28,0	25,7	9,0%
en % du chiffre d'affaires	5,6%	5,6%		5,4%	5,3%	

Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique a enregistré une croissance de 31,0 % par rapport à 2009 à 523,1 millions d'euros. En données comparables et à nombre de jours constant, cette augmentation s'est établie à 8,7 %. La contribution de Suzhou Xidian en Chine (2,1 millions d'euros), acquise en février 2009, a été complétée par des effets de change favorables à hauteur de 80,3 millions d'euros, principalement dus à l'appréciation du dollar australien par rapport à l'euro. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a augmenté de 9,9 % en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009.

En Australie, le chiffre d'affaires s'est établi à 331,2 millions d'euros au premier semestre 2010, soit une augmentation de 4,4 % par rapport à 2009 en données comparables et à nombre de jours constant. Cette croissance est tirée par les activités de projets, principalement dans la région du New South Wales, tandis que la région du Queensland souffre encore du ralentissement économique. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a augmenté de 7,4 % en données comparables et à nombre de jours constant.

En Nouvelle-Zélande, le chiffre d'affaires s'est établi à 64,1 millions d'euros au premier semestre 2010, en baisse de 2,2 % en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009. Les ventes ont continué à être pénalisées par la baisse des marchés de la construction résidentielle et tertiaire. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a diminué de 1,6 % en données comparables et à nombre de jours constant.

En Asie, le chiffre d'affaires s'est établi à 127,8 millions d'euros au premier semestre 2010, en progression de 30,2 % en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009. Rexel a enregistré une bonne performance en particulier dans le secteur des automatismes. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a augmenté de 23,9 % en données comparables et à nombre de jours constant.

Au premier semestre 2010, la marge brute a augmenté de 27,1 % à 114,1 millions d'euros. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est dégradé de 110 points de base, pour atteindre 21,8 % au premier semestre 2010. Cette diminution s'explique par la modification de la répartition des ventes dans la zone (augmentation de la part de l'Asie où la marge brute est plus faible) ainsi que par la baisse de la marge brute en Australie (part plus importante des projets, pression sur la marge de ces projets et baisse de la marge des câbles) et en Chine (poussée par la distribution et les projets). Au deuxième trimestre 2010, le taux de marge brute s'est dégradé de 60 points de base en données comparables ajustées, de 22,1 % à 21,5 %.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,4 % par rapport à 2009, parallèlement à une croissance de chiffre d'affaires de 8,6 %. Les frais de personnel ont baissé de 1,5 % en données comparables ajustées. En données comparables, les effectifs ont été réduits de 2,1 % par rapport au 30 juin 2009 et s'établissaient ainsi à 2.616 personnes au 30 juin 2010. Au second trimestre 2010, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté 5,3 % en données comparables ajustées par rapport à une croissance des ventes de 9,3 %.

L'EBITA s'est établi à 28,1 millions d'euros au premier semestre 2010, en augmentation de 32,7 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, il a augmenté de 9,0 %, passant de 5,3 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2009 à 5,4 % au premier semestre 2010. Au deuxième trimestre 2010, l'EBITA a augmenté de 9,3 % en données comparables ajustées, le taux d'EBITA demeurant inchangé par rapport à 2009.

1.3.5 | Autres marchés & activités (3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	95,9	108,9	(12,0)%	190,9	206,6	(7,6)%
Marge brute	32,4	32,9	(1,6)%	62,1	63,7	(2,4)%
Frais administratifs et commerciaux	(36,3)	(32,7)	10,9%	(70,1)	(62,5)	12,1%
EBITA	(3,9)	0,2	-	(8,0)	1,1	-
en % du chiffre d'affaires	(4,1)%	0,2%		(4,2)%	0,6%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	95,9	98,3	(2,5)%	190,9	200,1	(4,6)%
Variation à nombre de jours constant			(1,3)%			(4,1)%
Marge brute	32,5	31,1	4,5%	62,2	62,6	(0,7)%
en % du chiffre d'affaires	33,9%	31,6%		32,6%	31,3%	
Frais administratifs et commerciaux	(36,3)	(30,0)	20,9%	(70,1)	(59,9)	17,0%
en % du chiffre d'affaires	(37,8)%	(30,5)%		(36,7)%	(30,0)%	
EBITA	(3,8)	1,1	-	(8,0)	2,6	-
en % du chiffre d'affaires	(4,0)%	1,1%		(4,2)%	1,3%	

L'essentiel de l'activité du secteur « Autres marchés & activités » est constitué de l'activité *Agencies / Consumer Electronics* acquise en 2008 dans le cadre de l'acquisition de Hagemeyer.

Au premier semestre 2010, l'activité *Agencies / Consumer Electronics* (75% du segment) a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 8,9 % en données comparables et à nombre de jours constant. Le Chili (19% du segment) présentait une augmentation de son chiffre d'affaires de 16,2 % en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009. Les cessions ont représenté une diminution de 28,8 millions d'euros, notamment liée à la vente de HCL Asie, tandis que l'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 22,3 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation du dollar australien par rapport à l'euro. Au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 1,3 % en données comparables et à nombre de jours constant.

En données comparables ajustées, la baisse de l'EBITA s'explique principalement par une moindre performance de la division *Agencies / Consumer Electronics* et du Chili de même qu'à un effet de base de 2009 suite à des mesures temporaires de réduction des coûts.

1.4 | Perspectives

Les performances meilleures que prévues depuis le début de l'année et l'amélioration des perspectives du second semestre amènent le Groupe à revoir ses objectifs 2010 à la hausse :

- Le chiffre d'affaires devrait augmenter légèrement en données comparables et à nombre de jours constant (*objectif précédent : une érosion des ventes limitée « low single-digit » en données comparables et à nombre de jours constant*),
- La marge d'EBITA ajusté devrait être supérieure à 4,5% (*objectif précédent : une amélioration par rapport au niveau de 4,0% atteint en 2009*),
- Le flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts devrait être supérieur à 400 millions d'euros. (*objectif précédent : autour de 400 millions d'euros*).

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX DU GROUPE

2.1 | Flux de trésorerie du Groupe aux 30 juin 2010 et 2009

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie de Rexel pour les deuxièmes trimestres et premiers semestres 2010 et 2009.

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
Flux de trésorerie d'exploitation ⁽¹⁾	145,0	99,3	220,8	178,2
Intérêts (a)	(32,9)	(24,5)	(87,0)	(59,5)
Impôts (a)	(18,9)	(28,3)	(27,9)	(43,9)
Variation du besoin en fonds de roulement	18,3	139,1	(20,4)	238,0
Flux nets des activités opérationnelles (b)	111,5	185,6	85,5	312,8
Flux nets des activités d'investissement	3,0	(37,3)	(6,2)	(53,1)
Dont immobilisations opérationnelles ⁽²⁾ (c)	(7,0)	(9,8)	(17,5)	(19,9)
Flux nets des activités de financement	(132,6)	(167,8)	(167,3)	(403,6)
Variation nette de la trésorerie	(18,1)	(19,5)	(88,0)	(143,9)
Trésorerie disponible après investissements nets				
(« Free cash flow ») :				
- avant intérêts et impôts (b) – (a) + (c)	156,3	228,6	182,9	396,3
- après intérêts et impôts (b) + (c)	104,5	175,8	68,0	292,9
Besoin en Fonds de Roulement, en % du				
chiffre d'affaires⁽³⁾ au:			30 juin 2010	30 juin 2009
Données financières publiées			10,8%	11,4%
Données financières comparables			11,3%	11,4%
⁽¹⁾ Avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement.				
⁽²⁾ Nettes des cessions.				
⁽³⁾ Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.				

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles ont représenté une ressource de 85,5 millions d'euros au premier semestre 2010 contre une ressource de 312,8 millions d'euros au premier semestre 2009. Au deuxième trimestre 2010, les flux nets provenant des activités opérationnelles ont représenté une ressource de 111,5 millions d'euros contre une ressource de 185,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2009.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement ont augmenté, s'élevant à 220,8 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 178,2 millions d'euros au premier semestre 2009. Cette progression résulte d'une amélioration de l'EBITDA (résultat opérationnel avant autres produits et autres charges et avant amortissements) qui est passé de 230,4 millions d'euros au premier semestre 2009 à 295,4 millions d'euros au premier semestre 2010. Le règlement du litige Ceteco s'est soldé en mars 2010 par un paiement de 29,8 millions d'euros venant partiellement compenser cette augmentation.

Intérêts et impôts

Au premier semestre 2010, les intérêts versés se sont élevés à 87,0 millions d'euros contre 59,5 millions d'euros au premier semestre 2009. Cette augmentation est essentiellement due à l'augmentation du coût du crédit entre ces deux périodes, suite au refinancement du Groupe en 2009.

Au premier semestre 2010, l'impôt sur les bénéfices a représenté un décaissement de 27,9 millions d'euros contre 43,9 millions d'euros versés au premier semestre 2009. La baisse est principalement liée à une hausse du remboursement des pertes fiscales, reportées en arrière au titre de l'année 2008 aux Etats-Unis.

Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 20,4 millions d'euros au premier semestre 2010, contre une ressource de 238,0 millions d'euros au premier semestre 2009, qui reflétait les mesures d'ajustement prises par le Groupe pour adapter le niveau du fonds de roulement à la forte chute des ventes au premier semestre 2009.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, le besoin en fonds de roulement a légèrement diminué, passant de 11,4 % au 30 juin 2009 à 11,3 % au 30 juin 2010 en données comparables et excluant l'effet de la déconsolidation de certaines créances commerciales. Au 30 juin 2010, le besoin en fonds de roulement inclut 66,6 millions d'euros d'effet positif lié à la déconsolidation de créances titrisées dans le cadre d'un programme de titrisation aux Etats-Unis qui a représenté 50 points de base.

2.1.2 | Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 6,2 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 53,1 millions d'euros au premier semestre 2009. Au second trimestre 2010, la trésorerie nette provenant des activités d'investissement représentait une ressource de 3,0 millions d'euros comparé à un emploi de 37,3 millions d'euros au second trimestre 2009.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
Acquisitions d'immobilisations opérationnelles ⁽¹⁾	(7,0)	(9,8)	(17,5)	(19,9)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	10,1	(27,7)	12,0	(33,4)
Variation nette des placements à long terme	(0,1)	0,2	(0,7)	0,2
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	3,0	(37,3)	(6,2)	(53,1)

⁽¹⁾ Nettes des cessions.

Acquisitions et cessions d'immobilisations

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 17,5 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 19,9 millions d'euros au premier semestre 2009.

Au premier semestre 2010, les dépenses brutes d'investissement ont représenté 21,5 millions d'euros, soit 0,4 % du chiffre d'affaires de la période, dont 9,2 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 6,9 millions d'euros à la rénovation des agences existantes et à l'ouverture de nouvelles agences, 3,4 millions d'euros à la logistique et 2,0 millions d'euros à d'autres investissements. Au premier semestre 2010, les cessions d'immobilisations se sont élevées à 6,0 millions d'euros, correspondant en majeure partie à la vente d'immeubles en Suède, en Lettonie et en Italie. La variation nette des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 2,0 millions d'euros, majorant d'autant les investissements nets de la période.

Au premier semestre 2009, les dépenses brutes d'investissement ont représenté 20,6 millions d'euros, soit 0,4 % du chiffre d'affaires de la période, dont 8,8 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 8,2 millions d'euros à la rénovation des agences existantes et à l'ouverture de nouvelles agences, 1,8 million d'euros à la logistique et 1,8 million d'euros à d'autres investissements. Au premier semestre 2009, les cessions d'immobilisations se sont élevées à 2,4 millions d'euros, correspondant principalement à la cession de trois agences, une aux Etats-Unis et deux au Royaume-Uni. La variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations s'est élevée à 1,7 million d'euros, majorant d'autant les investissements de la période.

Investissements financiers

Les investissements financiers ont représenté une ressource nette de 12,0 millions d'euros au premier semestre 2010 contre un emploi net de 33,4 millions d'euros au premier semestre 2009.

Au premier semestre 2010, les entrées de trésorerie au titre des cessions d'actifs financiers comprenaient la cession de HCL Asie et de Haagtechno B.V., à due concurrence de 2,7 millions d'euros et de 10,2 millions d'euros nets de la trésorerie cédée. Les compléments et ajustements de prix sur des acquisitions antérieures se sont élevés à un montant net de 0,9 million d'euros, concernant principalement l'acquisition de la société « Egley » en Nouvelle-Zélande en 2008.

Au premier semestre 2009, les sorties de trésorerie au titre des investissements financiers comprenaient principalement l'acquisition de 63,5 % des actions de Suzhou Xidian Co. Ltd. en Chine pour 41,0 millions de yuans (4,7 millions d'euros) et de titres Hagemeyer pour 27,2 millions d'euros, y compris les coûts d'acquisition. Les compléments et ajustements de prix sur des acquisitions antérieures se sont élevés à un montant net de 1,5 million d'euros.

2.1.3 | Trésorerie nette provenant des activités de financement

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les remboursements de la dette financière, l'émission d'actions et le paiement de dividendes.

Au premier semestre 2010, les activités de financement se sont traduites par des sorties de ressources nettes pour un montant de 167,3 millions d'euros. Les sorties comprenaient :

- la diminution des programmes de cession de créances commerciales pour 135,6 millions d'euros ;
- la diminution du Contrat de Crédit Senior 2009 pour 101,0 millions d'euros ;
- la diminution des lignes de crédit de 8,3 millions d'euros ;
- les coûts de transaction relatifs aux opérations de refinancement 2009 pour 3,0 millions d'euros ;
- les paiements relatifs aux dettes de location-financement pour 3,0 millions d'euros.

Tandis que les ressources se composaient de:

- l'émission d'obligations senior non assorties de sûretés complémentaires pour 75,0 millions d'euros (76,7 millions d'euros incluant une prime d'émission) ;
- d'une augmentation de capital de 6,4 millions d'euros ;
- la vente d'actions propres pour 0,5 million d'euros.

Au premier semestre 2009, les activités de financement se sont traduites par des sorties de ressources nettes pour un montant de 403,6 millions d'euros. Les sorties comprenaient :

- la diminution des programmes de cession de créances commerciales pour 279,8 millions d'euros ;
- le remboursement total de la tranche D du Contrat de Crédit Senior 2008 pour 86,3 millions d'euros ;
- la diminution des lignes de crédit pour 41,2 millions d'euros ;
- les paiements relatifs aux dettes de location-financement pour 4,6 millions d'euros ;
- les coûts de transaction relatifs aux opérations de refinancement 2009 pour 1,0 million d'euros.

Tandis que les ressources se composaient de:

- la vente d'actions propres pour 8,6 millions d'euros ;
- la contribution à hauteur de 0,7 million d'euros reçue des actionnaires minoritaires.

2.2 | Sources de financement du Groupe

En plus de la trésorerie provenant de son activité et de ses capitaux propres, le Groupe se finance principalement au moyen de lignes de crédit multilatérales, d'emprunts obligataires et de cessions de créances commerciales. Au 30 juin 2010, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2.534,7 millions d'euros et s'analysait comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010			31 décembre 2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	-	675,5	675,5	-	575,0	575,0
Dette senior	-	1 126,1	1 126,1	-	1 091,2	1 091,2
Titrisation	-	985,0	985,0	-	1 056,6	1 056,6
Emprunt auprès des établissements de crédit	8,3	1,9	10,2	3,9	2,3	6,2
Concours bancaires et autres emprunts	85,6	-	85,6	83,5	-	83,5
Location financement	6,2	9,1	15,3	6,9	11,0	17,9
Intérêts courus ⁽¹⁾	5,1	-	5,1	5,7	-	5,7
Moins coûts de transaction	(17,3)	(53,0)	(70,3)	(16,5)	(58,8)	(75,3)
Total des dettes financières et intérêts courus	87,9	2 744,6	2 832,5	83,5	2 677,3	2 760,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(285,2)			(359,6)
Dérivés de couverture de juste valeur			(12,6)			
Endettement financier net			2 534,7			2 401,2

⁽¹⁾ y compris les intérêts courus sur les notes seniors pour 2,4 millions d'euros au 30 juin 2010 (1,5 millions d'euros au 31 décembre 2009)

L'endettement financier net est décrit dans la note n° 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010 du Groupe Rexel.

Le 20 janvier 2010, Rexel a émis un montant complémentaire de 75 millions d'euros, en complément de l'émission d'obligations réalisée le 21 décembre 2009 pour un montant de 575 millions d'euros. Les nouvelles obligations sont entièrement assimilables aux obligations émises le 21 décembre 2009, portant intérêt au taux de 8,25% et remboursables le 15 décembre 2016.

Elles ont été émises à 102,33% du montant principal, soit un montant total de 76,7 millions d'euros. Les intérêts sont payés semestriellement le 15 juin et le 15 décembre, avec un premier paiement le 15 juin 2010.

Au 30 juin 2010, la liquidité du Groupe s'élevait à 779 millions d'euros, dont 205 millions d'euros de trésorerie nette des découverts et 574 millions d'euros non tirés sur les lignes de crédits.

Le ratio d'endettement (Endettement net consolidé ajusté / EBITDA consolidé ajusté sur les 12 derniers mois) est comparé au covenant tous les 6 mois. Les nouvelles limites modifiées par l'accord signé le 21 décembre dernier sont indiquées ci-dessous :

Date	30/06/2010	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014
Limite	5.15x	4.90x	4.50x	4.00x	3.75x	3.50x	3.50x	3.50x	3.50x

Au 30 juin 2010, le calcul du ratio d'endettement est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010
Dette nette, calculée à taux de clôture	2 534,7
Dette nette, calculée à taux moyens (A)	2 376,6
EBITDA Ajusté sur les 12 derniers mois (B)	606,8
Ratio d'endettement (A)/(B)	3,92

Le ratio d'endettement (Dette financière nette/EBITDA), calculé selon les termes du contrat de crédit sénior, s'élève à 3,92x à fin juin (contre 4,32x à fin décembre), bien en dessous de la limite de 5,15x et sous 4,00x, conduisant à une réduction de 50 points de base de la marge applicable au contrat de crédit sénior. D'après les engagements pris dans le cadre du contrat de crédit sénior, un ratio

d'endettement en dessous de 4,00x permet à Rexel de reprendre le paiement d'un dividende dès 2011.

2.3 | Évènements postérieurs à la période de reporting

A la date de présentation du rapport d'activité, il n'y a pas eu d'évènement postérieur au 30 juin 2010 susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé	24
Résultat global consolidé	25
Bilan consolidé	26
Tableau des flux de trésorerie consolidé	27
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	28
Notes annexes aux états financiers consolidés	29
1. Informations générales	29
2. Principales méthodes comptables	29
3. Information sectorielle	31
4. Frais administratifs et commerciaux	32
5. Autres produits et autres charges	33
6. Charges financières nettes	35
7. Impôt sur les bénéfices	35
8. Capital social et prime d'émission	36
9. Résultats par action	37
10. Paiements fondés sur des actions	37
11. Endettement financier	39
12. Risques de marché et instruments financiers	42
13. Saisonnalité	46
14. transactions avec les parties liées	46
15. Litiges	46
16. Autres passifs éventuels	47
17. Evènements postérieurs à la période de reporting	47
18. Information trimestrielle	48

Compte de résultat consolidé

		Période close le 30 juin	
		2010	2009
	(en millions d'euros)		
	Note		
Chiffre d'affaires	3	5 744,6	5 608,9
Coût des ventes		(4 321,8)	(4 232,9)
Marge brute		1 422,8	1 376,0
Frais administratifs et commerciaux	4	(1 177,7)	(1 197,0)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		245,1	179,0
Autres produits	5	12,4	3,3
Autres charges	5	(43,5)	(81,1)
Résultat opérationnel		214,0	101,2
Produits financiers		24,2	25,5
Coût de l'endettement financier		(96,4)	(72,9)
Autres charges financières		(31,3)	(27,3)
<i>Charges financières (nettes)</i>	6	(103,5)	(74,7)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		0,4	-
Résultat net avant impôt		110,9	26,5
Charge d'impôt sur le résultat	7	(18,5)	(8,5)
Résultat net		92,4	18,0
Dont :			
Résultat net - Part du Groupe		92,0	17,9
Résultat net - Participations ne donnant pas le contrôle		0,4	0,1
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	9	0,35	0,07
Résultat dilué par action (en euros)	9	0,35	0,07

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé

	Période close le 30 juin	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Résultat net	92,4	18,0
Ecart de conversion	175,8	68,2
Perte sur couvertures de flux de trésorerie	(0,6)	(12,4)
Charge d'impôt	(0,9)	2,5
	(1,5)	(9,9)
<i>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</i>	<i>174,3</i>	<i>58,3</i>
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	266,7	76,3
Dont :		
Part du Groupe	264,8	76,4
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	(0,1)

Bilan consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30 juin 2010	31 décembre 2009
Actif			
Goodwill		3 994,5	3 759,4
Immobilisations incorporelles		955,6	927,8
Immobilisations corporelles		258,6	261,6
Actifs financiers non courants		69,5	53,3
Titres mis en équivalence		6,3	5,9
Actifs d'impôts différés		222,8	230,0
Total des actifs non courants		5 507,3	5 238,0
Actifs courants			
Stocks		1 227,8	1 141,4
Créances clients		2 096,7	1 901,5
Créances d'impôt courant		40,4	32,0
Autres actifs		350,8	371,9
Actifs destinés à être cédés		9,8	10,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.1	285,2	359,6
Total des actifs courants		4 010,7	3 816,9
Total des actifs		9 518,0	9 054,9
Capitaux propres			
Capital social	8	1 298,2	1 291,1
Prime d'émission	8	1 383,9	1 392,2
Réserves		997,2	720,9
Total des capitaux propres part du groupe		3 679,3	3 404,2
Participations ne donnant pas le contrôle		9,7	7,8
Total des capitaux propres		3 689,0	3 412,0
Dettes			
Dettes financières (part à long terme)	11.1	2 744,6	2 677,3
Avantages du personnel		187,3	173,8
Passifs d'impôts différés		215,0	221,7
Provisions et autres passifs non courants	15	181,9	235,4
Total des passifs non courants		3 328,8	3 308,2
Dettes courantes			
Dettes financières (part à court terme)	11.1	82,8	77,8
Intérêts courus	11.1	5,1	5,7
Dettes fournisseurs		1 855,8	1 676,0
Dette d'impôt courant		15,2	22,9
Autres dettes		541,3	552,3
Total des passifs courants		2 500,2	2 334,7
Total des passifs		5 829,0	5 642,9
Total des passifs et des capitaux propres		9 518,0	9 054,9

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

	Note	Période close le 30 juin	
		2010	2009
<i>(en millions d'euros)</i>			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat opérationnel		214,0	101,2
Amortissements et dépréciations d'actifs	4 et 5	54,7	65,5
Avantages au personnel		(5,8)	(7,4)
Variation des autres provisions		(48,8)	5,2
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		6,7	13,7
Intérêts payés		(87,0)	(59,5)
Impôt payé		(27,9)	(43,9)
<i>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</i>		<i>105,9</i>	<i>74,8</i>
Variation des stocks		(27,8)	151,4
Variation des créances clients		(100,6)	354,1
Variation des dettes fournisseurs		95,3	(313,1)
Variations des autres créances et autres dettes		12,7	45,6
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>		<i>(20,4)</i>	<i>238,0</i>
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		85,5	312,8
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(23,7)	(22,4)
Produits de cession d'immobilisations corporelles		6,2	2,5
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(0,9)	(33,4)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		12,9	-
Variation des placements à long terme		(0,7)	0,2
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(6,2)	(53,1)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation de capital		6,4	-
Augmentation de capital souscrite par les actionnaires ne détenant pas le contrôle		-	0,7
Vente d'actions propres		0,5	8,6
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	11.3	(35,6)	(128,5)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	11.3	(135,6)	(279,8)
Remboursement des dettes résultant des contrats de location-financement	11.3	(3,0)	(4,6)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(167,3)	(403,6)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(88,0)	(143,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		359,6	807,0
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation		13,6	10,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		285,2	674,0

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	<i>(en millions d'euros)</i>								
	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Juste valeur	Actions propres	Total attribuable au groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Pour la période close le 30 juin 2009									
Au 1er janvier 2009	1 280,0	1 409,9	711,2	(141,8)	(24,5)	(10,5)	3 224,3	24,1	3 248,4
Ecart de conversion	-	-	-	68,4	-	-	68,4	(0,2)	68,2
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(9,9)	-	(9,9)	-	(9,9)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	68,4	(9,9)	-	58,5	(0,2)	58,3
Résultat net	-	-	17,9	-	-	-	17,9	0,1	18,0
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	-	-	17,9	68,4	(9,9)	-	76,4	(0,1)	76,3
Augmentation de capital	10,7	(17,6)	6,9	-	-	-	(0,0)	-	(0,0)
Paiements fondés sur des actions	-	-	2,7	-	-	-	2,7	-	2,7
Actions propres	-	-	-	-	-	8,4	8,4	-	8,4
Transactions avec les actionnaires ne détenant pas le contrôle	-	-	(9,2)	-	-	-	(9,2)	(15,9)	(25,1)
Au 30 juin 2009	1 290,7	1 392,3	729,5	(73,4)	(34,4)	(2,1)	3 302,6	8,1	3 310,7
Pour la période close le 30 juin 2010									
Au 1er janvier 2010	1 291,1	1 392,2	791,4	(39,2)	(29,1)	(2,2)	3 404,2	7,8	3 412,0
Ecart de conversion	-	-	-	174,3	-	-	174,3	1,5	175,8
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(1,5)	-	(1,5)	-	(1,5)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	174,3	(1,5)	-	172,8	1,5	174,3
Résultat net	-	-	92,0	-	-	-	92,0	0,4	92,4
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	-	-	92,0	174,3	(1,5)	-	264,8	1,9	266,7
Augmentation de capital	7,1	(8,3)	7,6	-	-	-	6,4	-	6,4
Paiements fondés sur des actions	-	-	3,7	-	-	-	3,7	-	3,7
Actions propres	-	-	-	-	-	0,2	0,2	-	0,2
Au 30 juin 2010	1 298,2	1 383,9	894,7	135,1	(30,6)	(2,0)	3 679,3	9,7	3 689,0

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GENERALES

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, l'industrie et les services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle Zélande et en Chine). Par ailleurs, il exerce son activité de manière plus accessoire dans la division Agenciers / Consumer Electronics (« ACE ») comprise dans les actifs Hagemeyer acquis en 2008.

Les présents états financiers intermédiaires consolidés couvrent la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 et ont été arrêtés par le Directoire le 22 juillet 2010.

2. | PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS) telles qu'approuvées par l'Union européenne applicables au 30 juin 2010. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr).

Plus particulièrement, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers du Groupe établis pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 21 avril 2010 sous le numéro R.10-024.

2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2010 sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2009 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1. Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010 et détaillées ci-dessous n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers résumés et la performance financière du Groupe au 30 juin 2010.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

2.2.1 Nouvelles normes et interprétations applicables en 2010

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2010 les nouveaux amendements, normes et interprétations suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne, leur application n'a pas eu d'effets significatifs sur les états financiers du Groupe :

- Les améliorations apportées à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », publiées en mai 2008 ;
- La norme révisée IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et l'amendement à IAS 27 « Comptes consolidés et individuels », publiés en janvier 2008, s'appliquent de manière prospective aux transactions réalisées à compter du 1^{er} janvier 2010. IFRS 3 (révisée) introduit des modifications dans la comptabilisation des regroupements d'entreprises qui affectent l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle, la comptabilisation des coûts d'acquisition, les principes de comptabilisation et d'évaluation des contreparties éventuelles, et les regroupements d'entreprises réalisées par étapes. L'amendement à IAS 27 requiert que les variations du pourcentage d'intérêt d'une société mère dans une filiale sans perte de contrôle soient comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres (soit des transactions effectuées avec des propriétaires agissant en cette qualité). Par conséquent, ces opérations ne donnent plus lieu à la comptabilisation d'un goodwill ni d'un effet sur le résultat de la période. Par ailleurs, l'amendement modifie la comptabilisation des pertes encourus par une filiale ainsi que la perte de contrôle d'une filiale.
- L'amendement à la norme IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et Evaluation – Eléments éligibles à la couverture », publié en juillet 2008. Cet amendement présente la définition d'un risque unilatéral sur un élément couvert, et la définition d'inflation en tant que composante d'un élément financier désigné comme élément couvert.
- Les interprétations IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires » et IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients ».
- L'amendement à la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS : Exemption complémentaire pour les premiers adoptants ». L'amendement exonère les entités utilisant la méthode du coût complet de l'application rétrospective des IFRS pour ce qui concerne les actifs pétroliers et gaziers. Il exonère également les entités de requalifier la classification des contrats de location existants conformément à l'interprétation IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », si l'application des normes comptables nationales conduisent au même résultat.
- Les amendements à IFRS 2 " Paiement fondé sur des actions " – « Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions » clarifient le traitement de telles transactions lorsque, au sein d'un groupe, l'entité qui reçoit des biens ou des services n'est pas celle qui règle la transaction.
- Les améliorations d'avril 2009 clarifient ou apportent de légères modifications à différentes normes et interprétations.

Par ailleurs, le Groupe a choisi d'appliquer par anticipation les interprétations suivantes approuvées par l'Union Européenne. Leur application n'a donc pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe en 2010 :

- Interprétation IFRIC 12 – Accords de concession de service
- Interprétation IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net à l'étranger

2.2.2 Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouveaux amendements et interprétations suivants approuvés par l'Union européenne :

- L'amendement à la norme IAS32 « Instruments financiers – Présentation » - Classement des émissions de droits apporte des précisions sur la manière de comptabiliser certains droits (droits, options ou bons de souscriptions) lorsque les instruments émis sont libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Auparavant, ces droits étaient comptabilisés comme des instruments dérivés. Cependant, cet amendement prévoit que si certaines conditions

sont remplies, de tels droits sont comptabilisés dans les capitaux propres quelle que soit la devise dans laquelle le prix d'exercice est libellé. Cet amendement applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} février 2010 n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

3. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique pour l'activité de distribution de matériel électrique, alors que les autres activités, telles que celles exercées par les holdings et celles pilotées par le Groupe, sont présentées de façon indépendante. Le *reporting* financier du Groupe est régulièrement revu par le Directoire agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Sur ces bases, les secteurs opérationnels sont l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique, qui présentent les activités du Groupe dans la distribution de matériel électrique. Les autres secteurs géographiques sont agrégés. Ils comprennent la distribution de matériel électrique effectuée au Chili et les autres activités, telles que celles exercées par la division ACE et celles pilotées directement par le siège du Groupe.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2010 et 2009

2010 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Autres secteurs	Total des secteurs opérationnels	Holdings	Total consolidé
Période close le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 365,3	1 665,3	523,1	190,9	5 744,6	-	5 744,6
EBITA ⁽¹⁾	195,9	41,3	28,1	4,7	270,0	(12,6)	257,4
Besoin en fonds de roulement	745,8	365,7	123,4	60,2	1 295,1	(5,7)	1 289,4
Goodwill.....	2 651,4	1 093,0	241,2	8,9	3 994,5	-	3 994,5
2009 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Autres secteurs	Total des secteurs opérationnels	Holdings	Total consolidé
Période close le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 272,6	1 730,4	399,4	206,5	5 608,9	-	5 608,9
EBITA ⁽¹⁾	132,4	33,9	21,2	6,6	194,1	(5,5)	188,6
Période close le 31 décembre							
Besoin en fonds de roulement	730,8	320,2	101,5	58,0	1 210,5	(11,2)	1 199,3
Goodwill.....	2 602,0	931,1	217,9	8,4	3 759,4	-	3 759,4

⁽¹⁾ L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant autres produits & autres charges et amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	Période close le 30 juin	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
EBITA - Total Groupe	257,4	188,6
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(12,3)	(9,6)
Autres produits et autres charges	(31,1)	(77,8)
Charges financières (nettes)	(103,5)	(74,7)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	0,4	-
Résultat net avant impôt du Groupe	110,9	26,5

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	30 juin	31 décembre
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Besoin en fonds de roulement	1 289,4	1 199,3
Goodwill	3 994,5	3 759,4
Total des actifs et passifs alloués	5 283,9	4 958,7
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 382,8	2 214,3
Autres actifs non courant	1 290,0	1 248,6
Actifs d'impôts différés	222,8	230,0
Créance d'impôt courant	40,4	32,0
Actifs destinés à être cédés	9,8	10,5
Instruments dérivés	3,1	1,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	285,2	359,6
Total des actifs du Groupe	9 518,0	9 054,9

4. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

	Période close le 30 juin	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Charges de personnel	683,7	692,9
Charges d'occupation des locaux	134,2	143,9
Autres charges externes	279,2	282,4
Amortissements	38,0	41,8
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	12,3	9,6
Créances irrécouvrables	30,3	26,4
Total frais administratifs et commerciaux	1 177,7	1 197,0

5. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2010	2009
Plus-values de cession	2,8	1,8
Reprise de provisions non utilisées	4,0	0,8
Autres produits opérationnels	5,6	0,7
Total autres produits	12,4	3,3
Coûts de restructuration	(29,5)	(53,0)
Moins-values sur actifs immobilisés	(9,1)	(10,6)
Coûts liés aux opérations concomitantes à l'introduction en bourse	-	(2,3)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des actifs immobilisés	(4,2)	(14,2)
Dépréciation d'immobilisations corporelles.....	(0,2)	-
Autres dépenses	(0,5)	(1,0)
Total autres charges	(43,5)	(81,1)

5.1 | Autres produits

Plus-values de cession

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les plus-values de cession sont relatives principalement à la cession de deux agences en Suède pour un montant de 1,7 million d'euros et d'une agence en Italie pour un montant de 0,7 million.

Au cours du premier semestre 2009, les plus-values de cession étaient relatives à la cession de trois agences, une aux Etats-Unis, pour un montant de 1,3 million d'euros et deux au Royaume-Uni pour un montant de 0,2 million d'euros.

Reprise de provisions non utilisées

Au titre de la période close le 30 juin 2010, ces produits concernent principalement des reprises de provisions pour restructuration non utilisées. En particulier, elles comprennent des reprises de provision pour locaux inutilisés consécutivement à des accords signés en 2010 avec les bailleurs en France et aux Pays-Bas pour respectivement 1,2 million d'euros 0,6 million d'euros, ainsi qu'une reprise de 1,0 million d'euros relative à des coûts de redéploiement d'effectifs en France.

Autres produits opérationnels

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les autres produits opérationnels comprennent (i) un gain de 1,9 million d'euros lié à la diminution des engagements de retraite aux Pays-Bas, et (ii) une indemnité à recevoir de PPR, le précédent détenteur de Rexel, d'un montant de 3,6 millions d'euros dans le cadre d'une garantie de passif accordée à Rexel en 2005.

5.2 | Autres charges

Coûts de restructuration

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les coûts de restructuration sont principalement liés à des plans de restructuration mis en place en 2009 en vue d'adapter la structure du groupe à la conjoncture actuelle. Ces coûts résultent essentiellement d'actions visant à réduire la taille du réseau de distribution et à ajuster le niveau des effectifs en conséquence en Europe pour 22,6 millions d'euros

(dont 12,1 millions d'euros en France et 4,2 millions d'euros en Suède) et en Amérique du Nord pour 6,3 millions d'euros (dont 5,9 millions d'euros aux Etats-Unis).

Au cours du premier semestre 2009, ces charges s'élevaient à 53,0 millions d'euros et comprenaient principalement des coûts de restructuration liés au ralentissement de l'activité et des coûts d'intégration liés à l'acquisition de Hagemeyer. Ces coûts concernaient principalement l'Europe pour un montant de 42,9 millions d'euros (dont l'Espagne pour un montant de 14,2 millions d'euros, la France pour 11,3 millions d'euros, l'Allemagne pour 5,2 millions d'euros) et l'Amérique du Nord pour un montant de 8,5 millions d'euros (dont 6,7 millions d'euros aux Etats-Unis).

Moins-values sur actifs immobilisés

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les moins-values de cession se rapportent à la cession de deux activités non stratégiques héritées du groupe Hagemeyer :

- Hagemeyer Cosa Liebermann en Asie (HCL Asie), société opérant comme négociant de produits de luxe dans les pays asiatiques. Conformément à l'accord de cession signé avec le DKSH Holding Ltd, société privée suisse, la cession a été réalisée le 25 février 2010 pour un montant de 13,7 millions de dollars (9,9 millions d'euros) dont 11,6 millions de dollars ont été payés à la date de cession. Le solde, bloqué sur un compte sous séquestre, est soumis à un ajustement de prix calculé à partir de la valeur nette des actifs déterminée par les deux parties à la date de la transaction. La moins-value de cession s'est élevée à 5,9 millions d'euros. Il n'y a pas eu d'effet d'impôt sur cette transaction.

- Haagtechno B.V., société agissant comme importateur et distributeur des produits électroniques Panasonic aux Pays-Bas. Conformément à l'accord de cession signé avec Panasonic Marketing Europe GmbH, la cession a été réalisée le 30 juin 2010 pour un montant de 15,5 millions d'euros. Ce montant a été payé à la date de la transaction. La moins-value de cession a été comptabilisée pour un montant de 2,7 millions d'euros. Il n'y a pas eu d'effet d'impôt sur cette transaction.

Par ailleurs, des mises au rebut d'actifs ont été constatées au titre de la période close au 30 juin 2010 et se sont élevés à 0,5 million d'euros.

Au cours du premier semestre 2009, les moins-values de cession comprenaient un montant de 4,0 millions d'euros relatif à la cession de certains actifs en Hongrie en avril 2009, un montant de 4,1 millions d'euros relatif à la dépréciation de licences informatiques en France, et un montant de 1,8 million d'euros relatif à la fermeture d'agences commerciales en Espagne.

Coûts liés aux opérations concomitantes à l'introduction en bourse

Au cours du premier semestre 2009, les coûts liés aux opérations concomitantes à l'introduction en bourse de Rexel en 2007 concernaient les plans d'attribution d'actions gratuites pour 2,3 millions d'euros. Cette charge, sans effet sur la trésorerie, avait été déterminée conformément à la norme IFRS 2 – « Paiements fondés sur des actions ».

Dépréciation du goodwill et des actifs immobilisés

Au titre de la période close le 30 juin 2010, le goodwill de la Slovénie a été déprécié pour un montant de 4,2 millions d'euros en raison du contexte économique dégradé.

Au cours du premier semestre 2009, le goodwill de la Slovaquie et de la Finlande avait été déprécié respectivement à hauteur de 8,0 et 4,6 millions d'euros. Par ailleurs, une dépréciation d'un montant de 1,4 million d'euro avait été constatée sur un immeuble en Belgique, afin de ramener sa valeur comptable à sa juste valeur, diminuée des frais de vente, préalablement à son classement en « actifs destinés à la vente ». Cet immeuble a par la suite été cédé au cours du deuxième semestre 2009.

6. | CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes comprennent les éléments suivants :

	Période close le 30 juin	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Rendement attendu des actifs de couverture des avantages du personnel	23,0	20,1
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.....	0,3	0,9
Produits d'intérêts sur les créances et prêts.....	0,9	1,3
Variation de juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	3,2
Total des produits financiers	24,2	25,5
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)	(75,1)	(59,8)
- Dette senior.....	(27,2)	(33,1)
- Emprunts obligataires	(26,3)	(0,1)
- Titrisation	(9,7)	(11,8)
- Autres sources de financement	(2,8)	(6,5)
- Location-financement	(0,7)	(1,0)
- Amortissements des coûts de transaction	(8,4)	(7,3)
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en capitaux propres.....	(19,6)	(12,1)
Variation de juste valeur des dérivés de change par le résultat....	7,4	(4,6)
Inefficacité des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	(0,8)	-
Gain (perte) de change sur la dette financière	(8,3)	3,6
Coût de l'endettement financier	(96,4)	(72,9)
Charge d'actualisation sur engagements au titre des avantages du personnel	(28,5)	(26,8)
Charges financières diverses	(2,8)	(0,5)
Autres charges financières	(31,3)	(27,3)
Charges financières nettes	(103,5)	(74,7)

7. | IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.

Le taux effectif d'impôt s'établit à 16,7% au 30 juin 2010, comparé à 32,0% au 30 juin 2009. En 2010, le taux effectif moyen estimé comprend l'effet de la reconnaissance de pertes fiscales reportables réalisées au cours d'exercices antérieurs en France réduisant ainsi le taux d'impôt de 14,1%. Comme précisé dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2009, le Groupe a opté pour considérer la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) calculée sur un montant net de produits et de charges comme un impôt sur le résultat conformément à la norme IAS12. La charge correspondante est donc présentée en 2010 sur la ligne charge d'impôt sur le résultat pour un montant de 3,5 millions d'euros pour le premier semestre 2010. Par ailleurs, considérant que certains éléments comme les amortissements d'immobilisations, les provisions clients et les provisions sur stocks ne sont pas inclus dans le calcul de la valeur ajoutée (définie comme la base taxable de ce nouvel impôt) et qu'ils produiront des montants taxables à la CVAE dans le futur, un impôt différé passif a été comptabilisé pour les entités concernées pour un montant de 0,4 million d'euros au 30 juin 2010.

8. | CAPITAL SOCIAL ET PRIME D'EMISSION

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le Groupe a enregistré les mouvements suivants dans les capitaux propres suite à l'émission d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 5€ par action :

	Nombre d'actions	Capital social <i>(en millions d'euros)</i>	Prime d'émission
Au 1er janvier 2010	258 220 018	1 291,1	1 392,2
Exercice d'options de souscription d'actions ⁽¹⁾	1 285 224	6,4	-
Emission d'actions liée aux plans d'attribution d'actions gratuites ⁽²⁾ ...	146 031	0,7	(0,7)
Attribution gratuite d'actions ⁽³⁾	-	-	(7,6)
Au 30 juin 2010	259 651 273	1 298,2	1 383,9

⁽¹⁾ Exercice d'options de souscription d'actions

En novembre et décembre 2005, Rexel a mis en place des programmes d'options de souscription d'actions au profit de certains salariés et cadres exécutifs du Groupe. Ces options ont été intégralement acquises lors de l'introduction en bourse des actions Rexel en avril 2007 et sont exerçables jusqu'en octobre et novembre 2016. Au cours de la période close le 30 juin 2010, 1 285 224 options relatives à ces programmes ont été exercées.

⁽²⁾ Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuites d'actions

Le 23 juin 2008, Rexel a conclu plusieurs plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants et employés clés. Dans le cadre de ces plans, ceux-ci seront éligibles à recevoir des actions Rexel, soit à l'issue d'une période de deux ans dans le cadre du plan intitulé « Plan 2+2 », soit à l'issue d'une période de quatre ans dans le cadre du plan intitulé « Plan 4+0 ». La remise effective de ces actions est soumise à des conditions de présence et de performance.

Le 24 juin 2010, dans le cadre du plan intitulé « Plan 2+2 », les conditions d'attribution de 146 031 actions gratuites ont été satisfaites et par conséquent la société a émis ces nouvelles actions par imputation de la prime d'émission et incorporation au capital social.

⁽³⁾ Attribution gratuite d'actions

Conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée générale des actionnaires du 20 mai 2009 et par le Conseil de Surveillance du 11 mai 2010, le Directoire au cours de sa réunion du 11 mai 2010 a décidé d'attribuer 1 519 862 actions gratuites à des cadres dirigeants et employés clés du groupe (voir note 10). Le Directoire a décidé que la délivrance de ces actions gratuites serait réalisée à l'issue de la période d'acquisition par voie de création d'actions nouvelles, et en conséquence un compte de « réserves indisponibles » a été alimenté en contrepartie de la prime d'émission.

9. | RESULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2010	2009
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	92,0	17,9
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	258 974	255 760
Actions potentielles (en milliers)	2 635	3 213
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	261 609	258 973
Résultat net par action (en euros)	0,35	0,07
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	92,0	17,9
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	261 609	258 973
Actions potentielles dilutives (en milliers)	1 446	936
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	319	127
- dont actions gratuites (en milliers)	1 127	809
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	263 055	259 908
Résultat net dilué par action (en euros)	0,35	0,07

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions gratuites dont l'attribution est soumise à des conditions de performance.

10. | PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Le 11 mai 2010, Rexel a conclu des plans d'attribution d'actions gratuites en faveur de ses cadres dirigeants et employés clés s'élevant à 1 519 862 actions. Conformément aux réglementations locales, ces cadres dirigeants et employés clés seront éligibles à recevoir des actions Rexel, soit à l'issue d'une période de deux ans (12 mai 2012), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (12 mai 2014) dans le cadre du plan intitulé « Plan 2+2 », soit à l'issue d'une période de quatre ans, ces actions étant alors cessibles immédiatement dans le cadre du plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence et de performance posées par le Plan.

Les conditions d'attribution sont présentées dans le tableau suivant :

Bénéficiaires	Cadres exécutifs et cadres dirigeants		Autres employés clés		Total
Conditions d'acquisition	Présence au 2nd anniversaire de la mise en place du plan et conditions de performance basées sur : (i) l'EBITDA ajusté de 2010, (ii) la croissance de l'EBITDA ajusté entre 2009 et 2010, et (iii) le ratio Dette nette sur EBITDA ajusté de 2010		Présence au 2nd anniversaire de la mise en place du plan pour 20% des actions octroyées et conditions de performance basées sur : (i) l'EBITDA ajusté de 2010, (ii) la croissance de l'EBITDA ajusté entre 2009 et 2010, et (iii) le ratio Dette nette sur EBITDA ajusté de 2010, pour 80% des actions octroyées.		
Plan	2+2	4+0	2+2	4+0	
Date d'acquisition définitive	12 mai 2012	12 mai 2014	12 mai 2012	12 mai 2014	
Nombre maximum d'actions attribuées le 11 mai 2010	391 306	544 262	160 836	423 458	1 519 862

Au titre de ce plan, les membres du comité exécutif sont susceptibles de recevoir, sous réserve du respect des conditions de présence et de performance, un montant maximum de 450 015 actions.

La juste valeur des actions Rexel attribuées aux salariés a été évaluée à 10,8€ par action, cette valeur étant fondée sur la valeur boursière à la date d'octroi, de laquelle a été déduit l'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires.

La charge relative aux plans d'actions gratuites a été comptabilisée dans le poste « frais administratifs et commerciaux » (à l'exception du plan 2007 lié à l'introduction en bourse et comptabilisé en « autres charges » en raison de son caractère non-récurrent) et est présentée dans le tableau suivant :

	Période close le 30 juin	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Plans mis en place en 2007.....	-	2,3
Plans mis en place en 2008.....	1,1	(0,1)
Plans mis en place en 2009.....	1,6	0,4
Plans mis en place en 2010.....	1,0	-
Total charges relatives aux plans d'actions gratuites	3,7	2,6

11. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2010. L'endettement financier inclut les dettes portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

11.1 | Endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010			31 décembre 2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations Senior	-	675,5	675,5	-	575,0	575,0
Lignes de Crédit Senior	-	1 126,1	1 126,1	-	1 091,2	1 091,2
Titrisation	-	985,0	985,0	-	1 056,6	1 056,6
Emprunts auprès des établissements de crédit	8,3	1,9	10,2	3,9	2,3	6,2
Concours bancaires et autres emprunts	85,6	-	85,6	83,5	-	83,5
Location financement	6,2	9,1	15,3	6,9	11,0	17,9
Intérêts courus ⁽¹⁾	5,1	-	5,1	5,7	-	5,7
Moins coûts de transaction	(17,3)	(53,0)	(70,3)	(16,5)	(58,8)	(75,3)
Autres dettes financières et intérêts courus	87,9	2 744,6	2 832,5	83,5	2 677,3	2 760,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(285,2)			(359,6)
Dérivés de couverture de juste valeur			(12,6)			-
Endettement financier net			2 534,7			2 401,2

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 2,4 millions d'euros au 30 juin 2010 (1,5 million d'euros au 31 décembre 2009)

11.1.1 Contrat de Crédit Senior

Les lignes de crédit et leur utilisation au titre du Contrat de Crédit Senior au 30 juin 2010 sont détaillées ci-dessous :

Lignes de crédit (Term Loan)	Montant autorisé <i>(en millions d'euros)</i>	Souscripteurs	Solde dû au 30 juin 2010 <i>(en millions de devises)</i>	Devise	Solde dû au 30 juin 2010 <i>(en millions d'euros)</i>
Tranche A	600,0	Rexel SA	198,0	CHF	149,1
			564,1	USD	459,7
Tranche B	1 100,0	Rexel SA	500,0	SEK	52,5
			201,0	CAD	155,9
			237,9	USD	193,9
			115,0	EUR	115,0
TOTAL	1 700,0				1 126,1

Ces lignes de crédit multidevises portent intérêt aux taux EURIBOR ou LIBOR, en fonction de la devise dans laquelle les fonds sont mis à disposition, majorés d'une marge qui varie en fonction du ratio d'endettement. Au 30 juin 2010, les marges applicables pour les Tranches A et B étaient de respectivement 3,00% et 3,25%.

Engagements

Selon les termes du Contrat de Crédit Senior, Rexel doit, à chacune des dates indiquées dans le tableau ci-dessous, maintenir le Ratio d'Endettement *pro forma*, inférieur aux niveaux correspondants :

Date	Ratio d'endettement
30 juin 2010	5,15:1
31 décembre 2010	4,90:1
30 juin 2011	4,50:1
31 décembre 2011	4,00:1
30 juin 2012	3,75:1
31 décembre 2012	3,50:1
30 juin 2013	3,50:1
31 décembre 2013	3,50:1
30 juin 2014	3,50:1

Au 30 juin 2010, ce ratio s'élevait à 3,92 et s'inscrivait dans le cadre des limites imposées par le Contrat avec une marge de 31,5%.

Conformément à ce ratio d'endettement, les marges applicables aux Tranche A et B du Crédit Senior seront réduites à 2.5% et 2.75%. à compter du prochain tirage de ces facilités suivant l'arrêté des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010.

11.1.2 Programmes de titrisation

Le Groupe Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Au titre de ces programmes, le Groupe continuant d'assumer une part significative du retard de paiement et du risque de crédit, les créances cédées ne remplissent pas les conditions requises pour leur décomptabilisation conformément à IAS 39. Par conséquent, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan dans le poste « Créances clients », alors que les financements reçus sont traités comme des dettes financières, conformément à la norme IAS39.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles quant à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2010, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales étaient satisfaites.

Les principales caractéristiques de ces programmes de titrisation sont résumées dans le tableau dessous :

Programme	<i>(en millions de devises)</i>		<i>(en millions d'euros)</i>			Échéance
	Encours maximum autorisé	Montant des créances nanties au 30 juin 2010	Sommes tirées au 30 juin 2010	Solde dû au 30 juin 2010	Solde dû au 31 décembre 2009	
Europe - Australie 2005	600,0 EUR	504,8 EUR	379,0 EUR	379,0	478,6	20/11/2012
Etats-Unis	250,0 USD	336,1 USD	223,6 USD	182,2	155,8	23/12/2014
Canada ⁽¹⁾	140,0 CAD	196,0 CAD	140,0 CAD	108,6	107,1	13/12/2012
Europe 2008	450,0 EUR	390,4 EUR	315,2 EUR	315,2	315,1	17/12/2013
TOTAL				985,0	1 056,6	

(1) : l'encours maximum autorisé a été réduit de 175 MCAD à 140 MCAD en Avril 2010

Au 30 juin 2010, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation est de 1 362,3 millions d'euros et est utilisé à hauteur de 985,0 millions d'euros.

Par ailleurs, Rexel a également conclu un programme de titrisation hors-bilan dédié aux filiales américaines du Groupe. Ce programme prévoit le transfert à l'acquéreur de tous les risques et obligations attachés aux créances cédées, celles-ci étant par conséquent décomptabilisées.

Au titre de ce programme, l'encours financier maximum autorisé s'élève à 220 millions de dollars. Au 30 juin 2010, les créances cédées ont été décomptabilisées pour un montant de 91,4 millions d'euros (112,1 millions de dollars) et la perte consécutive a été enregistrée en charges financières pour un montant de 2,6 millions d'euros. Les encaissements reçus au titre des créances décomptabilisées et non encore remises à l'acquéreur se sont élevés à 24,7 millions d'euros (30,3 millions de dollars) et ont été comptabilisés en dettes financières.

11.2 | Echéances de remboursement

L'échéancier contractuel de la dette financière, incluant les coûts de transaction est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2010	2009
Echéances :		
Un an	105,1	99,9
Deux ans	3,4	4,0
Trois ans	511,6	584,7
Quatre ans	314,8	314,6
Cinq ans	1 284,1	1 248,8
Au delà.....	683,7	584,1
Sous-total dette financière	2 902,7	2 836,1
Coûts de transaction	(70,2)	(75,3)
Dette financière.....	2 832,5	2 760,8

11.3 | Variation de l'endettement net

Au 30 juin 2010 et 2009, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	2010	2009
<i>(en millions d'euros)</i>		
Au 1^{er} janvier	2 401,2	2 932,0
Remboursement du Contrat de Crédit Senior 2008.....	-	(86,3)
Coûts de transaction du Contrat de Crédit Senior 2008	-	(1,0)
Tirages des Obligations Senior.....	76,7	-
Variations nettes des Term loan	(101,0)	-
Coûts de transaction lié au refinancement en 2009	(3,0)	-
Variations nettes des autres emprunts et concours bancaires	(8,3)	(41,2)
Variation nette des lignes de crédit	(35,6)	(128,5)
Variation nette de la titrisation	(135,6)	(279,8)
Règlement des dettes de location financement.....	(3,0)	(4,6)
Variation nette des dettes financières	(174,2)	(412,9)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	88,0	143,9
Ecart de conversion	198,4	33,0
Effet des variations de périmètre.....	0,2	5,2
Amortissements des coûts de transaction.....	8,4	7,3
Variation de juste valeur et autres variations	12,7	(0,6)
Au 30 juin	2 534,7	2 707,9

Le 20 janvier 2010, Rexel a émis un montant de 75 millions d'euros, en complément de l'émission d'obligations réalisée le 21 décembre 2009 pour un montant de 575 millions d'euros. Les nouvelles obligations sont entièrement assimilables aux obligations émises le 21 décembre 2009, portant intérêt au taux de 8,25% et remboursables le 15 décembre 2016. Elles ont été émises à 102,33% du nominal pour un montant de 76,7 millions d'euros. Les intérêts sont payés semestriellement le 15 juin et le 15 décembre, avec un premier paiement le 15 juin 2010.

12. | RISQUES DE MARCHE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

12.1 | Couverture du risque de taux

Afin de couvrir son exposition à l'évolution des taux d'intérêt, la stratégie de couverture mise en place par le Groupe vise à maintenir à horizon de un an, environ 80% de l'endettement net à taux fixe ou plafonné et le solde à taux variable.

Le Groupe suit mensuellement le risque de taux lors de comités de trésorerie, auxquels participe la direction, permettant d'apprécier le niveau des couvertures mises en place et leur adaptation au sous-jacent. La ventilation de la dette financière entre taux fixes et taux variables, avant et après couverture, est la suivante :

(en millions d'euros)

	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2010	2009
Emprunt obligataire et autres dettes à taux fixe ⁽¹⁾	663,2	585,5
<i>Taux fixe avant couverture</i>	663,2	585,5
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	1 266,2	1 047,8
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	(475,0)	(225,0)
Options de taux d'intérêt actives - <i>Collars</i>	728,5	1 057,6
Sous total taux fixe ou plafonné après couverture	2 182,8	2 465,9
Dettes à taux variable avant couverture	2 156,7	2 175,3
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	(1 266,2)	(1 047,8)
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	475,0	225,0
Options de taux d'intérêt actives - <i>Collars</i> ⁽²⁾	(728,5)	(1 057,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	(285,2)	(359,6)
Sous total dette nette à taux variable après couverture	351,9	(64,7)
Endettement financier net et intérêts courus	2 534,7	2 401,2

⁽¹⁾ Après déduction de l'ajustement de €12.6 million lié à la couverture de juste valeur relative à l'emprunt obligataire

⁽²⁾ Options de taux d'intérêt pour lesquelles un des prix d'exercice (*cap* ou *floor*) est dans la monnaie.

Dérivés de couverture de juste valeur

Le 26 février 2010, le Groupe a défini une nouvelle stratégie afin de couvrir la variation de juste valeur des obligations Senior d'un montant de 650 millions d'euros émises à un taux fixe de 8,25%. Cette stratégie consiste à couvrir l'évolution des *taux à terme* et se compose de *swaps* payeurs de taux variable à échéance décembre 2016 pour un montant notionnel de 650 millions d'euros, réduit à 550 millions d'euros à fin Avril 2010 puis à 475 millions d'euros à fin juin 2010, et de trois *swaps* payeurs de taux fixe pour un montant total de 350 millions d'euros et à échéances comprises entre mars 2011 et mars 2013.

Au 30 juin 2010, le portefeuille associé à ces dérivés qualifiés de couverture de juste valeur est le suivant :

	Total nominal	Date d'échéance	Taux moyen pondéré fixe payé (reçu)	Taux variable payé (reçu)	Juste valeur (en millions d'euros)
Swaps payeur de taux variable					
Euro ⁽¹⁾	475,0	Decembre 2016	(2,87%)	3M Euribor	19,6
Swaps payeur de taux fixe					
Euro	(100,0)	Mars 2011	2,67%	(3M Euribor)	(1,3)
Euro	(150,0)	Mars 2012	2,19%	(3M Euribor)	(2,9)
Euro	(100,0)	Mars 2013	2,29%	(3M Euribor)	(2,8)
Total					12,6

⁽¹⁾ la réduction du montant notionnel initial de 650 millions d'euros, à 475 millions d'euros à fin juin 2010, a conduit à encaisser une prime de 4,0 millions d'euros comptabilisée en ajustement de la juste valeur de l'élément couvert au coût amorti et reconnue en résultat sur la durée résiduelle de l'instrument dérivé (ou l'élément couvert).

Les gains ou pertes sur l'élément couvert attribuable au risque couvert viennent en ajustement de l'élément couvert et sont reconnus au compte de résultat en coût de l'endettement financier. Les variations de juste valeur des dérivés destinés à couvrir les variations de juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat financier de manière symétrique. Les variations de juste valeur des *swaps* de taux au 30 juin 2010 ont représenté un gain de 17,4 millions d'euros qui a compensé la perte de 18,4 millions d'euros résultant de la variation de juste valeur des obligations senior.

Dérivés de couverture de flux de trésorerie

Dans le cadre de la politique définie ci-dessus, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe et *collars*.

Le Groupe a l'intention de renouveler une part significative de ces *swaps* lorsque ceux-ci arriveront à échéance, de façon à se couvrir contre la variabilité des intérêts futurs associés à son endettement à taux variable, conformément à la stratégie décrite ci-dessus. Les couvertures sont allouées par devise en fonction des anticipations du Groupe sur l'évolution des taux d'intérêts liés à ces devises. Ces instruments sont classés en instruments de couverture de flux de trésorerie et sont évalués à la juste valeur.

Au 30 juin 2010, les instruments dérivés classés en couverture de flux de trésorerie sont les suivants :

	Total nominal <i>(en millions de devises)</i>	Date d'échéance	Taux variable reçu	Taux moyen pondéré fixe payé	Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>
Swaps payeur de taux fixe					
Franc Suisse	50,0	Mars 2011	3M Libor	0,35%	(0,1)
Franc Suisse	40,0	Mars 2013	3M Libor	0,94%	(0,3)
Dollar canadien	70,0	Mars 2013	3M Libor	2,72%	(1,3)
Couronne suédoise	500,0	Septembre 2012	3M Stibor	2,59%	(1,0)
Dollar US	200,0	Septembre 2011	3M Libor	3,35%	(5,2)
Dollar US	230,0	Décembre 2011	3M Libor	3,50%	(7,5)
Dollar US	200,0	Septembre 2012	3M Libor	3,18%	(7,8)
Dollar US	280,0	Mars 2013	3M Libor	2,82%	(10,0)
Livre Sterling ⁽¹⁾	25,0	Mars 2012	3M Libor	1,97%	(0,2)
Total					(33,3)

⁽¹⁾ date de départ : mars 2011

	Total nominal <i>(en millions de devises)</i>	Date d'échéance	Taux variable reçu	Taux moyen pondéré fixe payé	Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>
Collars					
Euro ⁽¹⁾	550,0	Mars 2011	3M Euribor	2,65%-4,50%	(6,9)
Livre Sterling	66,0	Mars 2011	3M Libor	3,75%-5,75%	(1,6)
Dollar Canadien	126,0	Mars 2011	3M C-Dor	2,75%-5,00%	(1,2)
Total					(9,7)

⁽¹⁾ le montant initial de 900 millions d'euros a été réduit à 550 millions d'euros le 26 février 2010, et simultanément, Rexel a souscrit 3 *swaps* payeurs de taux fixe pour un montant notionnel de 350 millions d'euros (voir dérivés de couverture de juste valeur).

Au 30 juin 2010, le montant nominal total des *swaps* de couverture de flux de trésorerie s'élevait à 915 millions d'euros et à 728 millions d'euros pour les options de couverture de flux de trésorerie.

Les variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie pour la période close le 30 juin 2010, ont été comptabilisées en réduction des capitaux propres pour un montant de 0,6 million d'euros (avant impôt).

Sensibilité à la variation des taux d'intérêt

Une augmentation du taux d'intérêt de 1%, sur la dette nette à taux variable, incluant les opérations de couverture de taux d'intérêt effectives au cours des 12 prochains mois, aurait pour conséquence une hausse de la charge annuelle d'intérêt d'un montant d'environ 3,4 millions d'euros au 30 juin 2010.

12.2 | Couverture du risque de change

Contrats à terme

L'exposition au risque de change du Groupe résulte du recours à des financements externes en devises ou de financements octroyés aux filiales étrangères dans leur devise locale ou reçus d'elles. Afin de neutraliser l'exposition au risque de change, les positions en devises autres que l'euro sont couvertes au moyen de contrats à terme d'une durée généralement comprise entre un et trois mois. Les couvertures sont renouvelées tant que l'exposition demeure.

Options de change

Par ailleurs, les états financiers étant présentés en euro, le Groupe convertit en euro les charges et les produits libellés en devises étrangères en appliquant le taux de change moyen sur la période. Par conséquent, le Groupe a souscrit plusieurs options de change pour couvrir partiellement l'exposition au risque de conversion de ses opérations étrangères. Ces instruments sont qualifiés d'instruments détenus à des fins de transactions selon la norme IAS39. Le tableau ci-dessous détaille les opérations de couverture conclues au cours du premier semestre 2010 et les variations de juste valeur y affectant.

	Total nominal <i>(en millions de devises)</i>	Date d'échéance	Prime payée <i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>
Options de vente				
Dollar Canadien	36,0	Janvier 2011	0,6	0,0
Dollar Australien	46,0	Janvier 2011	0,9	0,0
Franc Suisse.....	17,0	Janvier 2011	0,1	0,0
Yen	3 600,0	Février 2011	1,8	0,4
Total			3,4	0,4

La valeur notionnelle et la juste valeur des instruments financiers de couverture du risque de change au 30 juin 2010 se sont élevées respectivement à 61,6 millions d'euros (dont 357,7 millions d'euros de ventes à terme et 296,1 millions d'euros d'achats à terme) et (1,8) millions d'euros. La variation de la juste valeur des dérivés de change s'est élevée à 7,3 millions d'euros au 30 juin 2010 et est comptabilisée dans les charges financières nettes pour un montant de 7,4 millions d'euros (voir note 6), et dans le résultat opérationnel pour un montant de (0,3) million d'euros (voir note 6) et dans la réserve de couverture de flux de trésorerie figurant en capitaux propres pour un montant de 0,2 million d'euros avant impôt.

Endettement financier net par devise de remboursement

Le montant de l'endettement financier net par devise de remboursement s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	euro	dollar us	dollar canadien	dollar australien	couronne norvégienne	couronne suédoise	livre sterling	autres devises	Total
Dettes financières	1 233,4	878,2	272,0	81,2	1,3	53,2	149,4	163,8	2 832,5
Dérivés de couverture de juste valeur	(12,6)	-	-	-	-	-	-	-	(12,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(85,0)	(102,0)	(6,5)	(32,3)	(10,6)	(6,4)	(18,2)	(24,2)	(285,2)
Position nette avant couverture	1 135,8	776,2	265,5	48,9	(9,3)	46,8	131,2	139,6	2 534,7
Effet des couvertures.....	(85,3)	(68,6)	7,4	27,1	(21,8)	138,8	(108,9)	111,3	-
Position nette après couverture	1 050,5	707,6	272,9	76,0	(31,1)	185,6	22,3	250,9	2 534,7
Impact d'une augmentation de 5% des taux de change.....	-	35,4	13,6	3,8	(1,6)	9,3	1,1	12,5	74,2

13. | SAISONNALITE

Malgré un faible degré de saisonnalité des ventes du Groupe, celle observée sur les flux de trésorerie est plus marquée en raison des variations de besoins en fonds de roulement. Environ la moitié des flux de trésorerie provenant de l'exploitation après dépenses d'investissement est générée au cours du premier semestre, le 3^{ème} trimestre accuse une baisse des flux de trésorerie due à l'augmentation du besoin en fonds de roulement générée par la hausse du chiffre d'affaires du mois de septembre et le 4^{ème} trimestre bénéficie de flux de trésorerie élevés.

14. | TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Au cours de la période close le 30 juin 2010, il n'y a pas eu de transactions significatives conclues avec des parties liées à l'exception de l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 450 015 actions aux membres du Comité Exécutif relatives au plan émis en mai 2010, ces actions gratuites étant soumises à des conditions de présence et de performance (voir note 10).

15. | LITIGES

Transaction relative à la faillite de Ceteco

Le 8 février 2010, Hagemeyer N.V., les membres du directoire de Ceteco, les auditeurs de Ceteco et l'un de ses assureurs ont conclu une transaction visant à éteindre tous les litiges et procédures en cours au titre de la faillite de Ceteco. Le 1^{er} mars 2010, conformément à cette transaction, Hagemeyer N.V. a payé un montant de 29,8 millions d'euros déduction faite des remboursements reçus de Sonepar pour un montant de 23,4 millions d'euros (conformément à l'accord du 23 octobre 2007 prévoyant certaines dispositions quant à la répartition des dommages résultant de la résolution de certains litiges en cours) et d'autres parties. Ce montant avait été provisionné au 31 décembre 2009.

Pour la période close le 30 juin 2010, il n'y a pas eu d'évolution concernant les autres litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2009 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

16. | AUTRES PASSIFS EVENTUELS

Dans le cadre des cessions de certaines de ses filiales, le Groupe a octroyé les garanties suivantes aux acquéreurs :

Garanties données dans le cadre de la cession de HCL Asia

Conformément à l'accord de cession de HCL Asie (voir note 5.2), le Groupe a octroyé à l'acquéreur une garantie en couverture des passifs éventuels pour un montant de 2,5 millions de dollars américains à l'exclusion des litiges fiscaux ou sociaux, et à 7,0 millions de dollars américains en incluant les litiges fiscaux ou sociaux. Les garanties expirent en septembre 2011 à l'exception des litiges de nature fiscale pour lesquels les dates de prescription fiscale locales s'appliquent.

Garanties données dans le cadre de la cession de Haagtechno B.V.

Conformément à l'accord de cession de Haagtechno B.V. (voir note 5.2), le Groupe a octroyé à l'acquéreur une garantie en couverture des passifs éventuels pour un montant de 1,6 million d'euros à l'exclusion des litiges fiscaux. Cette garantie s'applique pour un montant total de dommages supérieur à 0,5 million d'euros, à partir duquel le vendeur s'est engagé à prendre en charge la totalité du litige. L'accord prévoit également une durée de cette garantie limitée à 12 mois à compter de la date de la transaction (30 juin 2010) à l'exception des litiges fiscaux pour lesquels la date de prescription fiscale s'applique.

Au titre de la période close le 30 juin 2010, aucune demande relative aux garanties accordées et décrites dans les états financiers au 31 décembre 2009 n'a été enregistrée.

17. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 30 juin 2010 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

18. | INFORMATION TRIMESTRIELLE

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin	
	2010	2009
Chiffre d'affaires	3 047,0	2 799,1
Coût des ventes	(2 302,4)	(2 113,9)
Marge brute	744,6	685,2
Frais administratifs et commerciaux	(603,8)	(583,7)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	140,8	101,5
Autres produits	7,4	0,6
Autres charges	(23,3)	(39,8)
Résultat opérationnel	124,9	62,3
Produits financiers	12,4	12,3
Coût de l'endettement financier	(49,0)	(35,5)
Autres charges financières	(16,2)	(13,8)
<i>Charges financières (nettes)</i>	(52,8)	(37,0)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	1,5	-
Résultat net avant impôt	73,6	25,3
Charge d'impôt sur le résultat	(10,5)	(8,1)
Résultat net	63,1	17,2
Dont :		
Résultat net - Part du Groupe	62,8	17,0
Résultat net - Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	262 012	259,550
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	263 495	260,290
Résultat net par action :		
Résultat de base par action (en euros)	0,24	0,07
Résultat dilué par action (en euros)	0,24	0,07

Résultat global consolidé

	Trimestre clos le 30 juin	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Résultat net	63,1	17,2
Ecart de conversion	89,9	35,6
Perte sur couvertures de flux de trésorerie	1,4	8,1
Charge d'impôt	(0,4)	(3,8)
	1,0	4,3
<i>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</i>	90,9	39,9
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	154,0	57,1
Dont :		
Part du Groupe	152,7	57,4
Participations ne donnant pas le contrôle	1,3	(0,3)

Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin	
	2010	2009
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat opérationnel	124,9	62,3
Amortissements et dépréciations d'actifs	30,7	39,8
Avantages au personnel	(4,0)	(5,1)
Variation des autres provisions	(9,6)	(3,2)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie	3,0	5,5
Intérêts payés	(32,9)	(24,5)
Impôt payé	(18,9)	(28,3)
<i>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>93,2</i>	<i>46,5</i>
Variation des stocks	(4,6)	88,4
Variation des créances clients	(98,6)	111,0
Variation des dettes fournisseurs	122,9	(56,9)
Variations des autres créances et autres dettes	(1,4)	(3,4)
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>18,3</i>	<i>139,1</i>
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	111,5	185,6
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(11,8)	(10,4)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	4,8	0,6
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(0,1)	(27,7)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	10,2	-
Variation des placements à long terme	(0,1)	0,2
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	3,0	(37,3)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Augmentation de capital	0,2	-
Vente d'actions propres	1,1	9,2
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	(117,8)	(13,1)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	(14,2)	(162,1)
Remboursement des dettes résultant des contrats de location-financement	(1,9)	(1,8)
Trésorerie nette provenant des activités de financement	(132,6)	(167,8)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(18,1)	(19,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	289,6	692,1
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation	13,7	1,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	285,2	674,0

Information sectorielle pour les trimestres clos les 30 juin 2010 et 2009

2010 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Autres secteurs	Total des secteurs opérationnels	Holdings	Total consolidé
	Trimestre clos le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 744,6	919,2	287,3	95,9	3 047,0	-	3 047,0
EBITA ⁽¹⁾	108,6	27,2	16,1	4,3	156,2	(8,1)	148,1
2009 (en millions d'euros)							
Trimestre clos le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 626,5	844,3	219,3	109,0	2 799,1	-	2 799,1
EBITA ⁽¹⁾	70,2	23,8	12,1	3,5	109,6	(3,3)	106,3

⁽¹⁾ L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant autres produits & autres charges et amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin	
	2010	2009
EBITA - Total Groupe	148,1	106,3
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(7,3)	(4,8)
Autres produits et autres charges	(15,9)	(39,2)
Charges financières (nettes)	(52,8)	(37,0)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	1,5	-
Résultat net avant impôt du Groupe	73,6	25,3

III. Rapport des commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et par décision collective des associés et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Rexel, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, le 27 juillet 2010

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Hervé Chopin

ERNST & YOUNG Audit

Pierre Bourgeois

IV. Personne responsable du rapport financier semestriel

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 27 juillet 2010

Jean-Charles Pauze
Président du Directoire de Rexel